

COUNCIL OF EUROPE



CONSEIL DE L'EUROPE

Strasbourg, le 30 avril 2015

GEC (2015)Rap 1

**COMMISSION POUR L'ÉGALITÉ
ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES
(GEC)**

7^e réunion

15-17 avril 2015

RAPPORT

I. Ouverture de la réunion et adoption de l'ordre du jour

Le président, Sergiy Kyslytsya, ouvre la réunion et souhaite la bienvenue aux participants. L'ordre du jour est adopté par la Commission pour l'égalité entre les femmes et les hommes (GEC) tel qu'il figure à l'annexe I au présent rapport ([GEC\(2015\)OJ_1_rev2](#)). La liste des participants fait l'objet de l'annexe II.

Le président présente Gianluca Esposito, le nouveau chef du Service de la dignité humaine et de l'égalité entre les femmes et les hommes, en poste depuis le 1^{er} mars 2015, qui fait un bref exposé de sa formation et de sa carrière à ce jour.

La chef de la Division de l'égalité, Liri Kopaçi-Di Michele, informe les membres des récents changements intervenus dans la Division, dont la création de l'Unité pour les droits des personnes handicapées et la nomination de la chef de l'Unité pour l'égalité entre les femmes et les hommes, Carolina Lasén Diaz, au poste de Secrétaire de la GEC.

La directrice de la Dignité humaine et de l'Egalité, Marja Ruotanen, informe les membres au sujet de la préparation du budget biennal 2016-2017. Elle rappelle que pour élaborer le prochain Programme et Budget, le Secrétaire Général continuera de s'appuyer sur la valeur ajoutée et les compétences particulières du Conseil de l'Europe ainsi que sur la mise en œuvre des normes existantes. Il sera tenu compte des défis recensés dans le rapport annuel du Secrétaire Général sur la situation de la démocratie, des droits de l'homme et de l'Etat de droit en Europe.

En réponse aux questions soulevées par les membres de la GEC, le Secrétariat explique que l'intégration de l'Unité sur l'orientation sexuelle et l'identité de genre (SOGI) (en 2014) et de l'Unité pour les droits des personnes handicapées (en 2015) au sein de la Division de l'égalité n'a pas eu de répercussions sur les activités et les ressources de l'Unité pour l'égalité entre les femmes et les hommes car ces trois unités fonctionnent séparément.

II. Programme transversal du Conseil de l'Europe pour l'égalité entre les femmes et les hommes

1. Stratégie 2014-2017 pour l'égalité entre les femmes et les hommes

Le président informe les membres que le [Rapport annuel 2014](#) sur la mise en œuvre de la Stratégie pour l'égalité entre les femmes et les hommes a été transmis au Comité des Ministres en janvier 2015. Ce dernier a chargé le Secrétaire Général de poursuivre la mise en œuvre de la Stratégie au vu des conclusions du rapport, « notamment en renforçant les synergies, les partenariats et la coopération avec les Etats membres, en poursuivant le suivi et le soutien de la mise en œuvre des normes du Conseil de l'Europe et en renforçant la coopération transversale au sein de l'Organisation ». Le Secrétariat rend compte de la couverture médiatique du rapport annuel dans plusieurs Etats membres et des réactions positives des partenaires et des parties prenantes qu'il a suscitées. Le rapport annuel a été publié à la fois sur l'Internet et sur le site web intranet de l'Organisation et communiqué à tous les contacts et réseaux. Les membres de la GEC sont encouragés à exploiter et à diffuser le rapport dans les Etats membres chaque fois que l'occasion se présente.

Se référant à l'échange de vues qui a eu lieu entre la GEC et le CDDECS en novembre 2014, le président relève que l'un des points positifs est l'insertion dans le rapport du CDDECS d'une proposition visant à réviser le mandat de la GEC « pour garantir que les frais de voyage et de séjour des représentants des 47 Etats membres sont pris en charge par le Conseil de l'Europe ». Le président encourage tous les membres à contacter leurs collègues du ministère des Affaires étrangères pour les inciter à soutenir les travaux et les activités de la GEC, dont la prise en charge par le Conseil de l'Europe des frais de participation de l'ensemble des 47 Etats membres à ses réunions.

Les membres de la GEC rendent compte des activités et travaux en rapport avec le genre qui sont menés actuellement dans les Etats membres. Le Secrétariat encourage les membres de la GEC à lui communiquer par écrit d'autres informations en vue de leur publication sur le site web de l'égalité entre les femmes et les hommes.

- *Les membres sont encouragés à promouvoir les travaux et activités de la GEC et à obtenir un soutien pour garantir la participation de tous les Etats membres à ses travaux et activités. Les membres de la GEC conviennent de soumettre par écrit des informations sur les activités menées au niveau national en vue de leur insertion dans le prochain rapport annuel sur la mise en œuvre de la Stratégie du Conseil de l'Europe pour l'égalité entre les femmes et les hommes.*

a. Combattre les stéréotypes de genre et le sexisme

- Suivi de la Conférence sur « Les médias et l'image de la femme » (Amsterdam, juillet 2013)

La chef de la Division de l'égalité informe les participants des diverses publications qui ont été mises au point suite à la Conférence sur « Les médias et l'image de la femme » (Amsterdam, juillet 2013). Il s'agit notamment de la [compilation des bonnes pratiques](#) qui existe à présent en français et sera bientôt disponible ; la [fiche d'information](#) sur le thème « Combattre les stéréotypes de genre et le sexisme dans les médias » et le « [Toolkit sur la mise en application de la Recommandation CM/Rec\(2013\)1 du Comité des Ministres du Conseil de l'Europe sur l'égalité entre les femmes et les hommes et les médias](#) ». Mme Liri Kopaçi-Di Michele précise que ces documents sont très demandés et largement diffusés lors de divers événements.

- Suivi de la Conférence sur « La lutte contre les stéréotypes dans et par l'éducation » (Helsinki, octobre 2014)

La chef de la Division de l'égalité donne aux participants des informations sur la compilation révisée des bonnes pratiques établie pour la Conférence sur la lutte contre les stéréotypes dans et par l'éducation (Helsinki, octobre 2014). La nouvelle [compilation](#) a été actualisée pour inclure un plus grand nombre de bonnes pratiques et publiée à la fois en anglais et en français. Une [fiche d'information](#) sur le thème « Combattre les stéréotypes de genre et le sexisme dans et par l'éducation » a aussi été rédigée.

Les membres se félicitent de ces publications et encouragent le Secrétariat à continuer de rédiger des fiches d'information sur différents thèmes, en ajoutant des liens vers les documents de référence correspondants ; elles constituent, en effet, une source d'information utile et donnent des critères pour évaluer les progrès réalisés sur la voie d'une plus grande conformité avec les normes en matière d'égalité entre les sexes dans les secteurs couverts par la Stratégie.

➤ *La GEC encourage le Secrétariat à poursuivre la série de fiches d'information sur différents thèmes pertinents couverts par la Stratégie.*

- Commission de la condition de la femme (CSW59) (New York, mars 2015)

Le président donne aux membres des informations sur l'événement parallèle coorganisé par le Conseil de l'Europe et la Belgique (Présidence du Comité des Ministres) sur le thème « [Stéréotypes de genre et sexisme – causes profondes de la discrimination et de la violence à l'égard des femmes](#) ». Il note, en particulier, que l'événement était très bien ciblé, axé sur les thèmes de la 59^e session de la CSW et correspondait aux centres d'intérêt des participants, ce qui a permis d'assurer à l'événement un fort taux de participation. Son succès est dû aux normes et activités du Conseil de l'Europe dans ce domaine mais aussi au niveau élevé du groupe d'experts et à l'excellente qualité des intervenants. L'événement a donné l'occasion de promouvoir les normes du Conseil de l'Europe et les travaux, activités et réalisations de la GEC en matière d'égalité entre les sexes. Le Secrétariat remercie plusieurs membres de la GEC qui ont assisté à cet événement et informe la GEC des réactions favorables recueillies. Les membres encouragent le Secrétariat à mettre à profit l'expérience tirée de l'organisation de manifestations en marge de la CSW et la bonne renommée dont jouissent les événements organisés par le Conseil de l'Europe, l'ONU les désignant sous l'appellation : « les événements parallèles à la Session de 15 jours » et à continuer de promouvoir les normes et activités du Conseil de l'Europe à l'occasion de ces événements.

Le président invite les membres qui ont organisé d'autres événements parallèles pendant la CSW à en faire un compte rendu : la France sur les femmes et le changement climatique ainsi que sur l'éducation sexuelle (ces membres ont également participé à des événements parallèles centrés sur l'extrémisme et la prostitution) ; l'Allemagne sur les écarts de salaire entre les femmes et les hommes (en coopération avec l'OIT et la Suisse) et sur les droits des femmes immigrées (avec l'Onu-Femmes et la Fédération internationale des employé(e)s de maison) ; la Lettonie sur les femmes et les filles dans l'enseignement des STIM (avec l'Onu-Femmes) et les disparités entre les pensions perçues par les femmes et les hommes ; les Pays-Bas sur la 3^e Conférence mondiale des refuges pour femmes et sur les femmes LGBTI (avec la participation du Conseil de l'Europe) ; le Portugal sur la prévention et l'éradication de la violence faite aux enfants ; le Royaume-Uni sur les abus en ligne (organisé avec le Danemark) ; l'Ukraine sur les droits des femmes dans les situations de conflit.

Le Secrétariat se déclare prêt à continuer de coopérer avec les membres de la GEC et des organisations internationales comme l'Onu-Femmes pour organiser des événements parallèles et assurer la participation du Conseil de l'Europe.

- *Les membres de la GEC sont encouragés à échanger des informations sur leurs projets respectifs concernant l'organisation d'événements parallèles lors des futures sessions de la CSW.*
- *Les membres conviennent que la CSW est essentielle pour promouvoir les droits des femmes et élaborer des normes mondiales sur l'égalité entre les sexes et l'accès des femmes à l'autonomie. A ce titre, il importe que le Conseil de l'Europe continue d'être présent et de travailler au niveau de la CSW, de promouvoir ses normes et activités en matière d'égalité entre les sexes, d'accroître sa visibilité, de coopérer en réseau et d'établir des partenariats et des alliances.*

b. La prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes

- Signature, ratification et suivi de la Convention d'Istanbul : Progrès sur la mise en place du GREVIO

Johanna Nelles, chef de l'Unité sur la [Violence à l'égard des femmes](#), informe les participants des progrès réalisés concernant la signature et la ratification de la Convention d'Istanbul. Elle indique, en outre, aux membres que la première réunion du Comité des Parties aura lieu les 4 et 5 mai 2015 en vue d'élire les membres du GREVIO et que la première réunion du GREVIO est en principe prévue pour septembre 2015. Elle explique également la procédure pour l'élection des membres du GREVIO. Au cours des discussions qui s'ensuivent, les membres de la GEC font le point sur l'état d'avancement du processus de signature et de ratification de la Convention d'Istanbul dans leurs pays respectifs.

Promotion de la Convention d'Istanbul

Le président invite le Secrétariat à informer les membres des récents événements liés à la promotion de la Convention d'Istanbul.

La chef de l'Unité pour l'égalité entre les femmes et les hommes fait rapport sur les événements auxquels elle a participé (des informations complémentaires sur ces événements figurent dans le document GEC(2015)3). Elle informe, en outre, les participants de la préparation et de la prochaine adoption par l'Institut européen sur l'égalité entre les hommes et les femmes (EIGE) d'un « cadre stratégique 2015-2018 sur la violence à l'égard des femmes », qui porte notamment sur la collecte de données ; le texte n'est toutefois pas encore disponible.

La chef de la Division de l'égalité informe les membres de la participation du Conseil de l'Europe au prochain Forum de l'Union européenne sur l'avenir de l'égalité entre les femmes et les hommes qui aura lieu les 20 et 21 avril, à Bruxelles.

c. Garantir aux femmes l'égalité d'accès à la justice

- Fiche d'information sur le thème « garantir aux femmes l'égalité d'accès à la justice »

La chef de l'Unité pour l'égalité entre les femmes et les hommes présente la fiche d'information sur le thème « garantir aux femmes l'égalité d'accès à la justice » qui a été élaborée dans le cadre d'une série de fiches d'information thématiques pour aider les Etats membres à mener leurs activités au niveau national. Elle informe les participants que cette [fiche d'information](#) sera révisée et actualisée après la Conférence de Berne.

- Conférence 2015 « Pour garantir l'égalité d'accès des femmes à la justice » (Berne, 15 et 16 octobre 2015)

Le Secrétariat informe les membres de l'état des préparatifs de la Conférence sur le thème « Pour garantir l'égalité d'accès des femmes à la justice » qui aura lieu les 15 et 16 octobre, à Berne. Un système d'inscription a été mis en place et le [site web de la Conférence](#) est en cours d'élaboration. Le Secrétariat remercie les Etats membres qui ont contribué à la compilation des bonnes pratiques et indique qu'il contactera les membres de la GEC pour des informations complémentaires au moment voulu.

Au cours de la discussion qui s'ensuit, la question du profil des personnes à inviter à la Conférence est soulevée. Le Secrétariat explique que comme il s'agit de la Conférence annuelle des Points de contact nationaux (NFP) qui sera immédiatement suivie d'une réunion restreinte des NFP, la lettre d'invitation leur sera adressée personnellement. Toutefois, la Conférence est ouverte à d'autres participants et la salle de réunion permet aux Etats membres d'envoyer deux représentants bien que le Conseil de l'Europe ne puisse prendre en charge que les frais de participation des NFP.

Le Secrétariat informe les membres que comme lors des précédentes conférences, un espace ouvert sera disponible pour présenter les activités en rapport avec l'égalité des sexes dans le domaine de la justice. Des informations complémentaires seront fournies ultérieurement.

Le Secrétariat informe, en outre, les participants qu'une compilation actualisée de la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme en rapport avec l'égalité entre les sexes est consultable sur le site web de l'égalité. Il est prévu que l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE) adopte, en avril 2015, un projet de rapport sur « L'égalité et la non-discrimination dans l'accès à la justice ». Le projet de rapport comprend un chapitre sur l'accès des femmes à la justice qui reflète les travaux de la GEC en la matière ainsi qu'une résolution dans laquelle sont formulées des recommandations à l'intention des Etats membres. Le Secrétariat diffusera le rapport lorsqu'il sera adopté par l'APCE en session plénière.

- Mise à jour de la coopération avec l'Onu-Femmes concernant des indicateurs sur l'accès des femmes à la justice

Le Secrétariat informe les membres de la coopération en cours avec l'Onu-Femmes pour élaborer des indicateurs destinés à évaluer le niveau d'accès des femmes à la justice. Un consultant, recruté par l'Onu-Femmes, s'emploie à recenser les indicateurs sur l'accès à la justice en général et à analyser les failles du système judiciaire afin de proposer de nouveaux indicateurs tenant compte des problèmes particuliers rencontrés par les femmes. Ces travaux seront une contribution importante à la Conférence de Berne sur l'accès des femmes à la justice et le produit final sera présenté aux Etats membres à la Conférence en octobre.

- Projet dans cinq pays du Partenariat oriental pour améliorer l'accès des femmes à la justice

Raluca Popa, responsable du projet, présente le projet qui est destiné à améliorer l'accès des femmes à la justice dans cinq pays du Partenariat oriental : l'Arménie, l'Azerbaïdjan, la Géorgie, la République de Moldova et l'Ukraine. Ce projet vise à recenser les obstacles à l'accès des femmes à la justice et à faciliter leur suppression ainsi qu'à renforcer la capacité des pays du Partenariat oriental à concevoir des mesures visant à s'assurer que le système judiciaire tient compte de la différence entre les sexes, notamment en formant les professionnels du droit. Les activités menées dans le cadre du projet comprennent des études destinées à dresser l'inventaire des obstacles à l'accès des femmes à la justice dans chacun des cinq pays participants ; l'analyse des programmes d'études et de formation continue pour les juristes afin de déterminer les moyens de favoriser l'intégration des droits des femmes et de l'égalité entre les sexes dans ces programmes ; des formations régionales pour les professionnels du droit (juges, procureurs, avocats, policiers) ; des conférences régionales ; des publications (dont des documents d'information et des matériels pédagogiques) ainsi qu'un soutien aux membres de la société civile militant pour l'égalité entre les sexes de manière à améliorer leur capacité d'informer les femmes sur leurs droits. Le Secrétariat remercie les membres de la GEC de leur contribution et coopération.

d. La participation équilibrée des femmes et des hommes à la prise de décision dans la vie politique et publique

Troisième cycle d'évaluation de la mise en œuvre de la Recommandation Rec(2003)3 du Comité des Ministres aux Etats membres sur la participation équilibrée des femmes et des hommes à la prise de décision dans la vie politique et publique

Le président salue le retour de Mme Tània Verge Mestre, la consultante qui a travaillé sur le questionnaire révisé pour le troisième cycle de suivi de la mise en œuvre de la Recommandation Rec(2003)3 du Comité des Ministres sur la participation équilibrée des femmes et des hommes à la prise de décision dans la vie politique et publique. La GEC a examiné et modifié le projet de questionnaire et chargé le Secrétariat de le réviser et de le transmettre aux membres de la GEC dès que possible. Le Secrétariat informera les membres de la GEC de la date à laquelle le questionnaire sera disponible en ligne.

La GEC demande :

- *au Secrétariat de modifier le questionnaire dans le droit fil des discussions et de transmettre le document révisé aux membres de la GEC par courriel ;*
- *que la version finale du questionnaire soit disponible en format WORD pour faciliter sa diffusion dans les Etats membres.*

e. Intégrer dans toutes les politiques et dispositions une démarche soucieuse d'égalité entre les femmes et les hommes

- Echange de vues avec Marilyn Clark et Elisabetta Simeoni du Groupe de coopération en matière de lutte contre l'abus et le trafic illicite des stupéfiants (Groupe Pompidou)

Le président souhaite la bienvenue à Elisabetta Simeoni, la rapporteure du Groupe Pompidou pour l'égalité entre les sexes et à Marilyn Clark, Professeure au Département de psychologie de la Faculté du bien-être social de Malte. Mme Simeoni présente le cadre de [l'étude sur la dimension de genre dans l'usage non médical de médicaments délivrés sur ordonnance en Europe et dans la région méditerranéenne](#) et explique comment l'étude a été menée. Mme Clark présente les conclusions de l'étude. Au cours de la discussion qui suit les exposés, les membres déclarent avoir été très intéressés par les exposés tout comme par les résultats de l'étude et conviennent de diffuser les informations parmi leurs collègues. Le Groupe Pompidou se penchera sur l'étude à sa prochaine réunion en mai 2015 et examinera, en particulier, les suites à lui donner grâce à des recommandations concrètes. Le Secrétariat du Groupe Pompidou se dit désireux de renforcer la coopération sur la dimension de genre dans l'usage et l'abus de médicaments. Le président relève que les travaux menés par le Groupe Pompidou et les discussions y afférentes mettent en lumière la coopération transversale qui existe non seulement au sein du Conseil de l'Europe mais aussi avec d'autres institutions européennes. Les deux présentations PowerPoint sont disponibles sur le site web de l'égalité entre les femmes et les hommes.

- *La GEC convient de diffuser dans ses Etats membres l'étude sur la dimension de genre dans l'usage non médical de médicaments délivrés sur ordonnance en Europe et dans la région méditerranéenne menée par Marilyn Clark et les membres du Comité d'experts du Groupe Pompidou.*
- Echange de vues avec Richard Clayton, rapporteur pour l'égalité entre les femmes et les hommes de la Commission européenne pour la démocratie par le droit (Commission de Venise)

Le président souhaite la bienvenue à Richard Clayton, QC (Conseil de la Reine), pour un échange de vues. M. Clayton présente aux membres les méthodes de travail de la Commission de Venise du Conseil de l'Europe et ses principales activités. Il affirme que l'égalité entre les sexes est considérée comme une question prioritaire au sein de la [Commission de Venise](#). Il informe ensuite les participants sur le projet de rapport concernant la « méthode de désignation des candidats au sein des partis politiques » qui aborde la

question des quotas par sexe ; ce rapport est en cours d'élaboration et son adoption est prévue pour le mois de juin 2015.

Le président remercie M. Clayton de son exposé très intéressant et forme le vœu que la coopération se poursuive entre la GEC et la Commission de Venise.

- Echange de vues avec Régis Brillat, Secrétaire exécutif du Comité européen des droits sociaux, Conseil de l'Europe

Le président souhaite la bienvenue à Régis Brillat, Secrétaire exécutif du Comité européen des droits sociaux au sein du Conseil de l'Europe. M. Brillat présente les travaux du Comité et évoque les liens entre la Charte sociale et les questions d'égalité entre les sexes. Dans son exposé, il explique que la Charte sociale de 1961 comporte plusieurs mesures de protection des femmes sur le marché du travail mais que la question de l'égalité entre les femmes et les hommes n'y était pas traitée jusqu'à sa révision en 1996 ; désormais, dans la Charte révisée, la seule différence entre les femmes et les hommes concerne la protection des droits relatifs à la maternité. Toutefois, il souligne que sur les 43 Etats membres qui ont ratifié la Charte sociale, dix d'entre eux sont toujours liés par la version de 1961. M. Brillat donne, en outre, aux participants des informations sur le mécanisme de suivi de la Charte sociale qui comporte un système de réclamations collectives ; cependant, ce dernier n'a été accepté que par quinze Etats membres et, à ce jour, aucune plainte n'a été déposée concernant des questions relatives à l'égalité entre les sexes. M. Brillat a aussi évoqué le processus de Turin qui a été lancé par le Secrétaire général du Conseil de l'Europe lors de la conférence à haut niveau à Turin, le 18 octobre 2014. Le but du processus est, en particulier, de surmonter la crise avec les droits sociaux, renforcer la procédure de réclamations collectives afin d'obtenir une plus grande synergie entre le droit de l'Union européenne et la Charte sociale européenne. La GEC pourrait jouer un rôle important en sensibilisant l'opinion à la Charte sociale européenne et à ses dispositions sur l'égalité entre les femmes et les hommes, y compris sur le principe « à travail égal, salaire égal ».

- La GEC charge le Secrétariat de publier, sur le site web de l'égalité entre les femmes et les hommes, un lien vers la [fiche d'information sur l'égalité entre les femmes et les hommes dans la Charte sociale européenne](#).

f. Réunion du Réseau des Points de contact nationaux (NFP)

3^e réunion des NFP, Berne, 16 octobre 2015

Kira Appel, vice-présidente de la GEC, attire l'attention des participants sur le projet d'ordre du jour de la 3^e réunion des Points de contact nationaux (NFP) et le projet de modèle de rapport annexé qui ont déjà été distribués aux participants ; le modèle est destiné aux Etats membres pour les aider à rendre compte des activités et mesures qu'ils mettent en œuvre en vue d'atteindre les objectifs de la Stratégie pour l'égalité entre les femmes et les hommes. Le Secrétariat explique que le projet d'ordre du jour et le modèle seront transmis à tous les Points de contact nationaux d'ici le 30 juin et que le délai de soumission des rapports est fixé au 18 septembre, ce qui donnera le temps d'élaborer un document de synthèse pour la

réunion d'octobre des NFP. Suite à une discussion entre les participants, le projet de modèle sera modifié et communiqué aux membres de la GEC.

Compte tenu de la préparation en cours du budget biennal 2016-2017, le Secrétariat souligne que jusqu'à ce qu'une décision soit prise, les activités se poursuivront comme prévu en ce qui concerne les réunions de la GEC et le Réseau des Points de contact nationaux sur l'égalité entre les femmes et les hommes.

- *La GEC demande au Secrétariat de réviser le projet de modèle dans le droit fil de la discussion entre ses membres et d'adresser les projets d'ordre du jour et de modèle aux NFP en juin en fixant au 18 septembre la date limite pour l'envoi de contributions.*

III. Coopération avec les autorités nationales

Echange de vues avec Oksana Syroyid, vice-présidente de la Verkhovna Rada (Parlement) de l'Ukraine

Le président souhaite la bienvenue à Mme Oksana Syroyid, vice-présidente de la [Verkhovna Rada](#) (Parlement) de l'Ukraine. Mme Syroyid fait un [exposé](#) sur les aspects du droit d'accès à la justice en rapport avec l'égalité entre les sexes en Ukraine. En réponse aux questions des participants suite à son exposé, Mme Syroyid affirme que la situation des femmes parlementaires s'améliore en Ukraine et que les femmes occupent de nombreux postes de responsable de collectivités. Elle indique, en outre, qu'il y a un très grand nombre – 50 % – de femmes juges mais pas toujours à un haut niveau. En réponse à une question sur la situation des femmes dans le conflit en Ukraine, Mme Syroyid précise que beaucoup a été fait, notamment à l'échelon local, pour aider les femmes et les enfants.

IV. Coopération avec des organisations internationales/régionales

Présentation par Kira Appel, présidence danoise du Conseil nordique des ministres (Comité des hauts fonctionnaires sur l'égalité entre les femmes et les hommes)

Kira Appel, vice-présidente de la GEC et présidente du Comité des hauts fonctionnaires sur l'égalité entre les femmes et les hommes pendant la [présidence danoise du Conseil nordique des ministres](#), informe la GEC sur les travaux du Conseil nordique des ministres et sur ses procédures. Elle fait observer que l'égalité entre les femmes et les hommes a toujours figuré en bonne place parmi les préoccupations des pays nordiques. La présidence danoise se concentre sur les thèmes couverts par le programme de coopération quadriennal 2015-2018 sur l'égalité entre les sexes comme la santé et l'emploi dans les zones rurales et les filles dans l'enseignement des STIM. Parmi les autres questions importantes incluses dans le programme de coopération, on peut citer l'égalité entre les sexes dans la sphère publique (donc l'égalité des chances pour les femmes et les hommes de participer au processus décisionnel et aux médias, les stéréotypes de genre et le discours de haine fondé sur le sexe) ainsi que le bien-être et l'innovation (dont l'égalité d'accès à l'éducation, au marché du travail et à la santé).

Présentation par Agnese Gaile du Programme égalité entre les femmes et les hommes lors de la présidence lettone de l'UE (janvier-juin 2015)

La représentante de la Lettonie, Agnese Gaile, informe les membres des activités qui ont déjà été menées au cours de la [présidence lettone de l'UE](#) (janvier-juin 2015) ainsi que des activités prévues jusqu'à la fin du mois de juin sur des questions telles que l'indépendance économique des femmes et les écarts entre les pensions de retraite des femmes et des hommes, la sous-représentation des filles dans l'enseignement des STIM, la Journée mondiale de la liberté de la presse (4 mai, qui comprendra un événement parallèle sur les femmes et les médias organisé en coopération avec l'Unesco et l'Onu-Femmes), la Conférence de l'EIGE sur la deuxième édition de l'Index de l'égalité des sexes (prévue le 22 juin) et plusieurs événements sur l'approche intégrée de l'égalité.

Présentation par Ralph Kass du Programme égalité entre les femmes et les hommes lors de la présidence luxembourgeoise de l'UE (juillet-décembre 2015)

Le représentant du Luxembourg, Ralph Kass, informe les membres des activités prévues pour la [présidence luxembourgeois de l'UE](#) qui durera de juillet à décembre 2015. Ces activités porteront notamment sur des thèmes comme l'égalité participation aux prises de décisions économiques et politiques, les femmes sur le marché du travail, vie professionnelle et vie privée, la lutte contre les stéréotypes de genre dans les médias, dont la publicité sexiste, l'approche intégrée de l'égalité ainsi que les hommes et l'égalité des chances.

Le président remercie les représentants pour les informations fournies et prend note de l'importance de la coordination de la planification future pour les activités et événements lors des présidences de l'EU avec les manifestations du Conseil de l'Europe/GEC. Il appelle les membres du GEC à coopérer avec leurs autorités nationales responsables pour les présidences de l'EU. En outre il indique qu'il se réjouit à la perspective d'une interaction, de synergies et d'une coopération accrues entre la GEC, l'Union européenne et le Conseil nordique des ministres afin d'exploiter au mieux les ressources disponibles, d'éviter les doubles emplois et d'optimiser la portée des activités.

- « La GEC encourage les présidences actuelle et future de l'UE et d'autres organisations régionales à associer le CdE à leurs événements et activités concernant l'égalité entre les femmes et les hommes.

Programme de développement post-2015

La GEC étudie les moyens de mettre davantage en évidence les questions d'égalité entre les sexes dans le [Programme de développement post-2015](#) dans la perspective du Sommet des Nations Unies (septembre 2015), ce qui suppose notamment de fixer un objectif de développement durable distinct sur l'égalité entre les sexes et de l'intégrer dans tous les autres objectifs. Suite à un échange de vues entre les membres de la GEC, la vice-présidente les encourage à coopérer avec leurs collègues des différents ministères pour faire progresser les négociations et parvenir à un résultat positif.

- *La GEC encourage ses membres à mettre en commun leurs informations et documentation sur les diverses négociations liées au Programme de développement post-2015.*

V. Comptes rendus des manifestations auxquelles les membres de la GEC, les NFP, les experts et le Secrétariat ont assisté

Le document GEC(2015)3 comprend des comptes rendus de la plupart des manifestations auxquelles les NFP, les membres de la GEC ou le Secrétariat ont participé.

VI. Activités actuelles et futures

Formation des rapporteurs pour l'égalité entre les femmes et les hommes

Le Secrétariat informe les participants que le prochain stage de formation sur l'approche intégrée de l'égalité destiné aux rapporteurs pour l'égalité entre les femmes et les hommes a été fixé au 17 novembre. Suite à cette formation, il y aura un échange de vues, le 18 novembre, entre les membres de la GEC et les rapporteurs qui auront participé à la formation. Les membres de la GEC sont invités à faire part de leur avis sur la formation et à dire s'ils souhaitent y contribuer. Suite à la discussion, il est convenu que le Secrétariat fournira des informations sur le programme aux membres désireux d'y participer et d'y contribuer.

- *La GEC convient de contribuer au prochain stage de formation sur l'approche intégrée de l'égalité destiné aux rapporteurs pour l'égalité entre les sexes*

Mandat de la GEC pour 2016-2017

Le Secrétariat informe les participants qu'au vu de la discussion sur le budget 2016-2017, le mandat de la GEC sera révisé. Il n'y a pas de changement majeur à apporter au mandat si ce n'est de proposer que les 47 Etats membres puissent participer aux réunions de la GEC en ayant leurs frais de voyage et de séjour pris en charge par le Conseil de l'Europe.

Réunion du CDDECS

Le Secrétariat informe les participants que la prochaine réunion du CDDECS aura lieu du 27 au 29 mai et que, comme d'habitude, l'ordre du jour comprendra un point sur les activités des organes subordonnés dans le cadre duquel les activités de la GEC seront présentées.

- *Les membres sont encouragés à prendre contact avec leurs collègues des différents ministères afin de promouvoir les travaux et activités de la GEC et d'obtenir un soutien pour garantir la participation de tous les Etats membres aux travaux et activités de la GEC pour la prochaine période 2016-2017.*

VII. Questions diverses

Le Secrétariat rappelle l'importance pour les membres de répondre à la lettre de convocation qu'ils reçoivent avant chaque réunion de la GEC et les invite à faire savoir à l'Unité pour l'égalité entre les femmes et les hommes s'ils comptent assister ou non à la réunion car ces informations facilitent grandement l'organisation administrative de chaque réunion.

VIII. Date et lieu des prochaines réunions

Réunion de la GEC

- 8^e réunion : Strasbourg, 18-20 novembre 2015

Calendrier des événements et des réunions à venir

- Conférence 2015 des NFP « Pour garantir l'égalité d'accès des femmes à la justice » (Berne, 15-16 octobre 2015)
- 3^e réunion des NFP (Berne, 16 octobre 2015)

Annexe 1

ORDRE DU JOUR

I. Ouverture de la réunion et adoption de l'ordre du jour

- *Projet d'ordre du jour*

GEC(2015)OJ 1rév 2

II. Programme transversal du Conseil de l'Europe pour l'égalité entre les femmes et les hommes

1. Stratégie 2014-2017 pour l'égalité entre les femmes et les hommes

Rapport annuel 2014

a. Combattre les stéréotypes de genre et le sexisme

- Suivi de la Conférence d'Amsterdam sur les médias et l'image de la femme (juillet 2013)
 - *"Toolkit" sur la mise en application de la Recommandation du Comité des Ministres du Conseil de l'Europe CM/Rec(2013)1 sur l'égalité entre les femmes et les hommes et les médias* *Publication*
 - *Fiche d'information sur « combattre les stéréotypes de genre et le sexisme dans les médias »* *Fiche d'information*
- Suivi de la Conférence d'Helsinki sur la lutte contre les stéréotypes dans et par l'éducation (9-10 octobre 2014)
 - *Compilation révisé des bonnes pratiques sur l'égalité entre les femmes et les hommes dans l'éducation* *Publication*
 - *Fiche d'information sur « Combattre les stéréotypes de genre et le sexisme dans et par l'éducation »* *Fiche d'information*
 - *Rapport abrégé d'Helsinki* *Publication*
- Commission de la condition de la femme (CSW59) (New York, mars 2015)

Présentation orale

b. La prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes

- Signature, ratification et suivi de la Convention d'Istanbul : progrès sur la mise en place du GREVIO

Présentation orale
- Promotion de la Convention d'Istanbul

Présentation orale

Guide CdE/Amnesty : la Convention d'Istanbul en tant qu'outil pour mettre fin aux MGF

Etudes sur les Articles 12, 13 et 16 de la Convention d'Istanbul (en anglais uniquement)

c. Garantir l'égalité d'accès à la justice

- Fiche d'information sur « Garantir aux femmes l'égalité d'accès à la justice »
Publication
- Conférence 2015 "Pour garantir l'égalité d'accès à la justice des femmes"
(Berne, 15-16 octobre 2015)
 - o *Cadre conceptuel* *GEC(2014)10*
 - o *Projet de Programme* *GEC(2015)2*
- Mise à jour de la coopération avec ONU-Femmes sur des indicateurs sur l'accès des femmes à la justice
Présentation orale
- Projet dans cinq pays du partenariat oriental pour améliorer l'accès des femmes à la justice
Présentation orale

d. La participation équilibrée des femmes et des hommes à la prise de décision dans la vie politique et publique

3e cycle d'évaluation de la Recommandation Rec(2003)3 du comité des ministres aux Etats membres sur la participation équilibrée des femmes et des hommes à la prise de décision dans la vie politique et publique

- o *Mémorandum sur la révision du questionnaire* *GEC(2015)8 rév*
- o *Commentaires sur le mémorandum reçu des Etats membres* *GEC(2014)15 rév*
- o *Projet de questionnaire 2015* *GEC(2015)6*

e. Intégrer dans toutes les politiques et disposition une démarche soucieuse d'égalité entre les femmes et les hommes

- Echange de vues avec Marilyn Clark et Elisabetta Simeoni du Groupe Pompidou - Lutte contre l'abus et le trafic de drogues (Groupe de Pompidou)
- Echange de vues avec Richard Clayton, Rapporteur pour l'égalité entre les femmes et les hommes de la Commission de Venise du Conseil de l'Europe - Pour la démocratie par le droit
- Echange de vues avec Régis Brillat, Secrétaire de la Secrétaire exécutif du Comité européen des Droits sociaux

f. Réunion de réseau des points de contact nationaux sur l'égalité entre les femmes et les hommes (NFPs)

3ème réunion des NFPs, Berne, 16 octobre 2015

- o *Projet du programme* *GEC(2015)4 rév*
- o *Contributions des Etats membres concernant les activités et mesures sur la mise en œuvre de la stratégie entre les femmes et les hommes dans les états membres*
Modèle

III. Coopération avec les autorités nationales

Echange de vues avec Oksana Syroyid, Vice-présidente de la Verkhovna Rada d'Ukraine (Parlement)

IV. Coopération avec les organisations internationales/régionales

Présentation par Kira Appel, Présidence danoise de la *Nordic Council of Ministers* (Comité des hauts fonctionnaires sur l'égalité entre les femmes et les hommes)

Présentation par Agnese Gaile du programme Égalité entre les femmes et les hommes lors de la présidence lettone de l'UE (janvier – juin 2015)

Présentation par Ralph Kass du programme égalité entre les femmes et les hommes lors de la présidence luxembourgeoise de l'UE (juillet-décembre 2015)

Programme de développement post-2015

Présentation orale

V. Comptes rendus des manifestations auxquelles les membres de la GEC, les NFPs, les experts et le Secrétariat ont assisté GEC(2015)3

VI. Activités actuelles et futures

- *Sur le plan national*
- *Sur le plan international*

VII. Questions diverses

VIII. Date et lieu des prochaines réunions:

Réunions du GEC

- *8ème réunion: Strasbourg, 18-20 novembre 2015*

Calendrier des événements et des réunions à venir:

- *3ème Conférence du réseau des NFPs - "Pour garantir l'égalité d'accès à la justice des femmes" Berne, 15-16 octobre 2015*
- *3ème réunion du réseau des NFPs, Berne, 16 octobre 2015)*

ANNEXE II

LIST OF PARTICIPANTS/LISTE DES PARTICIPANT-E-S

Representatives / Représentant(e)s**Andorra / Andorre**

Mme Míriam PÉREZ GARCIA
 Coordinatrice du Service d'attention sociale
 primaire
 Ministère de la Santé et du Bien-être social

Mme Mireia V. PORRAS GARCÍA
 Éducatrice sociale dans l'équipe de prise en
 charge intégrale de la femme victime de
 violences liées au genre (EAID)
 Ministère de la Santé et du Bien-être social

Azerbaijan / Azerbaïdjan

Mr Elgun SAFAROV
 Head of the Information and Analytical
 Research Department
 State Committee for Family, Women and
 Children Affairs

Bulgaria / Bulgarie

Ms Elena GYUROVA
 State expert
 Equal Opportunities, Antidiscrimination and
 Social Benefits Department
 Ministry of Labour and Social Policy

Cyprus/Chypre

Ms Eleni LOIZIDOU
 Attorney of the Republic
 Gender Equality Rapporteur of the Committee
 of Experts on the Operation of European
 Conventions on Co-operation in Criminal
 Matters (PC-OC)

Denmark / Danemark

Ms Kira APPEL
 Vice-Chairperson of the GEC / Vice-Présidente
 du GEC
 Deputy Head of Department
 Ministry of Children, Gender Equality,
 Integration and Social Affairs

Estonia / Estonie

Ms Käthlin SANDER
 Head of Gender Equality Policy
 Department of Equality Policies
 Ministry of Social Affairs

France

Mme Fanny BENEDETTI
 Chargée de mission Droits des femmes et à
 l'égalité entre les femmes et les hommes
 Bureau des affaires européennes et
 internationales
 Direction générale de la cohésion sociale
 (DGCS)

Germany / Allemagne

Ms Antje WUNDERLICH
 Deputy Head of Unit
 Federal Ministry for Family Affairs
 Senior Citizens, Women and Youth

Hungary/Hongrie

Ms Zsuzsanna Kormosné DEBRECENI
 Deputy Head of Department
 Ministry of Human Resources
 Department of Family Policy and Demography
 Women's Policy Unit

Italy / Italie

Ms Tiziana ZANNINI
 Department of Equal Opportunities
 Presidency of the Council
 Ministry for Equal Opportunities

Latvia / Lettonie

Ms Agnese GAILE
 Senior Expert
 Department of Social Policy Planning and
 Development
 Ministry of Welfare

Lithuania / Lituanie

Ms Vanda JURSENIENE
 Head of the Equality between Women and
 Men Division
 Ministry of Social Security and Labour

Luxembourg

M. Ralph KASS
 Conseiller de Direction 1e Classe
 Ministère de l'Égalité des chances

Republic of Moldova / République de Moldova

Ms Lilia PASCAL
 Head of Division
 Gender equality and prevention violence policies
 Ministry of Labour, Social Protection and Family

Monaco

M. Gabriel REVEL
 Deputy Permanent Representative / Adjoint au Représentant Permanent

M. Gabriel CHABERT
 Trainee / Stagiaire

Netherlands / Pays Bas

Mr Charles DE VRIES
 Senior Policy Advisor
 Ministry of Education, Culture and Science
 Gender Equality and LGBT Equality
 Department

Norway / Norvège

Ms Lise ØSTBY
 Senior Adviser
 Directorate for Children, Youth and Family Affairs
 Department for Equality and Social Inclusion

Poland / Pologne

Ms Anna GREDZINSKA
 Ministry of Labour and Social Policy
 Department of Economic Analyses and Forecasts
 Unit on Equality between Women and Men in the Labour Market

Portugal

Mme Isabel ROMAO
 Independent gender equality expert

Romania/Roumanie

Mr Sorin Ioan BOTEZATU
 Head of Unit
 Department for Equal Opportunities between Women and Men

Serbia / Serbie

Mr Dragan KNEZEVIC
 Gender Equality Department
 Ministry of Labour, Employment, Veterans and Social Affairs

Slovak Republic / République slovaque

Ms Olga PIETRUCHOVÁ
 Director
 Department of Gender Equality and Equal Opportunities
 Ministry of Labour, Social Affairs and Family

Slovenia / Slovénie

Dr Sonja ROBNIK
 Ministry of Labour, Family, Social Affairs and Equal Opportunities
 Equal Opportunities Department

Spain / Espagne

Ms Ana ARRILLAGA ALDAMA
 Deputy General Director for International Relations
 Ministry of Health, Social services and Equality

Sweden / Suède

Ms Lillemor DAHLGREN
 Head of Operations for Gender Equality
 Swedish Secretariat for Gender Research

Switzerland / Suisse

Mme Karine LEMPEN
 Juriste
 Département fédéral de l'intérieur DFI
 Bureau fédéral de l'égalité entre femmes et hommes BFEG
 Domaine Droit

Mme Sabine BAUMGARTNER
 Communication Officer
 Département fédéral de l'intérieur DFI
 Bureau fédéral de l'égalité entre femmes et hommes BFEG

"The former Yugoslav Republic of Macedonia"/ "L'ex-République yougoslave de Macédoine"

Ms Elena GROZDANOVA
State Counselor for Equal opportunity
Ministry of Labor and Social Policy

Turkey/Turquie

Ms Banu TUNCAY YILDIZ
Acting Deputy Director General
Directorate General on the Status of Women
Ministry of Family and Social Policies

Ms Göknur AKCADAG
Head of Department on International
Organizations
Ministry of Family and Social Policies

Ukraine

Mr Sergiy KYSLYTSYA
Chair of GEC / Président du GEC
Vice Minister
Ministry of Foreign Affairs

Ms Oleksandra POPESKU
Deputy to the Permanent Representative
Permanent Mission of Ukraine to the Council
of Europe

United Kingdom/Royaume-Uni

Mr Charles RAMSDEN
Head of EU and International Policy
Government Equalities Office

Participants/Participant-e-s

ORGANS AND COMMITTEES OF THE COUNCIL OF EUROPE / ORGANES ET COMITES DU CONSEIL DE L'EUROPE

Conference of International Non-governmental Organisations of the Council of Europe / Conférence des Organisations internationales non-gouvernementales du Conseil de l'Europe

Dr Anne NEGRE
Gender Equality Rapporteur
University Women of Europe

OBSERVER STATES/ÉTATS OBSERVATEURS
Holy See/Saint Siège

Ms Catherine VIERLING

Mexico / Mexique

M. Diego Sandoval PIMENTEL
Adjoint à l'Observateur Permanent

NON-MEMBER STATES / ETATS NON MEMBRES

Morocco / Maroc

Mme Najah RHARDISSE
Direction de la Femme
Ministère de la solidarité, de la femme, de la famille et du développement social

Tunisia / Tunisie

Mme Dalenda LARGUECHE
Directrice générale
Centre de recherche, d'études, de documentation et d'information sur la femme
Ministère de la femme, de la famille et de l'enfance

OTHER PARTICIPANTS /AUTRE PARTICIPANT(E)S

Ms Oksana SYROYID
Deputy Speaker
Verkhovna Rada (Parliament)
Ukraine

Mr Mykola TOCHYTSKYI
Ambassador Extraordinary and
Plenipotentiary
Permanent Representative of Ukraine to the
Council of Europe

Professor Marilyn CLARK
Department of Psychology
Faculty for Social Well Being
Malta

Dr Elisabetta SIMEONI
Gender Equality Rapporteur of the Pompidou
Group
Head of National Observatory and
International Relations
Department for Anti-Drug Policies
Presidency of the Council of Ministers
Italy

Mr Richard CLAYTON
Gender Equality Rapporteur of the Venice
Commission
QC Barrister at Law
United Kingdom

Ms Tània VERGE MESTRE
Departament de Ciències Polítiques i Socials
Universitat Pompeu Fabra (UPF)
Spain

Ms Cécile GREBOVAL
Consultant
France

Ms Anje WIERSINGA
Representative International Alliance of
Women

SECRETARIAT/SECRETARIAT

**DIRECTORATE GENERAL OF DEMOCRACY/
DIRECTION GENERALE DE LA DEMOCRATIE
(DGII)**

Ms Marja RUOTANEN
Director of Human Dignity and Equality/
Directrice de la dignité humaine et de l'égalité
E-mail: marja.ruotanen@coe.int

Mr Gianluca ESPOSITO
Head of Equality and Human Dignity
Department / Chef du Service de la dignité
humaine et de l'égalité
E-mail: gianluca.esposito@coe.int

Ms Liri KOPAÇI-DI MICHELE
Head of Equality Division / Chef de la Division
Égalité
Tel: +33 (0)3 88 41 22 58
E-mail: liri.kopaci-dimichele@coe.int

Ms Carolina LASEN DIAZ
Secretary of the GEC / Secrétaire de la GEC
Head of Unit
Gender Equality Unit
Tel: +33 (0)3 90 21 56 79
E-mail: carolina.lasen-diaz@coe.int

Ms Irena KOWALCZYK
Head of Unit
Rights of Persons with Disabilities' Unit
Tel: +33 (0)3 88 41 32 40
E-mail: irena.kowalczyk@coe.int

Ms Johanna NELLES
Head of Unit
Violence against Women Unit
Tel: +33 (0)3 90 21 4678
E-mail: johanna.nelles@coe.int

Ms Raluca Maria POPA
Gender Equality Unit / Unité d'Égalité entre
les femmes et les hommes
Tel: +33(0)3 90 21 44 30
E-mail: raluca.popa@coe.int

Mr Emmanuel BARON
Equality Division / Division Égalité
Tel: +33(0)3 90 21 60 57
E-mail: emmanuel.baron@coe.int

Ms Camilla LANDINI
Gender Equality Unit / Unité d'Égalité entre
les femmes et les hommes
Tel: +33(0)3 90 21 5455
E-mail: camilla.landini@coe.int

Mrs Adrienne INGLEDOW
Co-Secretary GEC / Co-Secrétaire GEC
Gender Equality Unit / Unité d'Égalité entre
les femmes et les hommes
Tel: +33(0)3 88 41 20 63
E-mail: adrienne.ingledow@coe.int

Ms Paula HINCHY
Administrative Assistant / Assistante
administrative
Gender Equality Unit / Unité d'Égalité entre
les femmes et les hommes
Tel: +33(0)3 88 41 37 36
E-mail: paula.hinchy@coe.int

Ms Lisa ERIKSSON
Stagiaire / Trainee
Gender Equality Unit / Unité d'Égalité entre
les femmes et les hommes

**DIRECTORATE GENERAL HUMAN RIGHTS AND
RULE OF LAW / DIRECTION GENERALE DROITS
DE L'HOMME ET ETAT DE DROIT (DGI)**

Mr Régis BRILLAT
Head of Department European Social Charter /
Chef de service de la Charte sociale
européenne,
Executive Secretary of the European
Committee of Social Rights / Secrétaire exécutif
du Comité européen des Droits sociaux

Mr Jan MALINOWSKI
Executive Secretary / Secrétaire exécutif
Secretariat of the Co-operation Group to
Combat Drug Abuse and Illicit Trafficking in
Drugs (Pompidou Group)
Secrétariat du Groupe de coopération en
matière de lutte contre l'abus et le trafic illicite
des stupéfiants (Groupe Pompidou)

Ms Amaya UBEDA
Elections and Political Parties / Elections et
partis politiques
Venice Commission / Commission de Venise

Ms Florence MABILEAU
Research, Mediteranean Co-operation /
Recherche, Coopération méditerranéenne
Secretariat of the Co-operation Group to
Combat Drug Abuse and Illicit Trafficking in
Drugs (Pompidou Group)
Secrétariat du Groupe de coopération en
matière de lutte contre l'abus et le trafic illicite
des stupéfiants (Groupe Pompidou)

PARLIAMENTARY ASSEMBLY

**COMMITTEE ON EQUALITY AND NON-
DISCRIMINATION/ COMMISSION SUR L'EGALITE
ET SUR LA NON-DISCRIMINATION**

Ms Elise CORNU
Head of the Secretariat / Chef de la Secrétariat

Ms Sarah BURTON
Secretary / Secrétaire

Ms Yanna PARNIN
Administrator / Administratrice

Interpreters / Interprètes

Ms Amanda BEDDOWS
Ms Rémy JAIN
M. Jean-Jacques PEDUSSAUD